

Le Plan Marshall wallon sert mieux la Flandre

« Un trou dans le marché. Un créneau pour la filière. C'est un réflexe que le Wallon n'a pas encore. » **Paul MAGNETTE**

5 Le déficit commercial de la Wallonie par rapport à la Flandre dépasse les 5 milliards.

Le gouvernement wallon aura 2 ans ce 22 juillet.

On fait le bilan. Le ministre-président PS analyse le « paradoxe assez dingue » du Plan Marshall.

● Interview : Pascale SERRET

Paul Magnette, il y a eu un rush de décisions ces dernières semaines. Tous les dossiers arrivent à maturité en même temps ou c'est l'entonnoir avant les vacances ?

On a encore une séance de gouvernement le 21 et peut-être encore le 22 si on n'a pas fini. Mais c'est effectivement l'effet entonnoir classique d'une fin d'année politique.

Vous êtes en retard dans le programme ?

Non. On va même assez vite dans l'exécution de la DPR (déclaration de politique régionale). L'an I, on prend les décisions politiques. L'an II, ces décisions politiques se transforment en projets qui viennent ensuite au Parlement. Ça va monter en intensité pour les députés. D'autant qu'il y a encore de gros dossiers comme la réforme fiscale, l'assurance autonomie qui viendra bientôt...

Pour quand, l'assurance autonomie (qui doit permettre, en cas de perte d'autonomie, de bénéficier de services de maintien à domicile) ?

Je ne m'enferme pas dans un calendrier trop précis. Mais bientôt ! Donc, puisqu'on est un peu en avance dans l'exécution de la DPR, j'ai commencé à en discuter avec les vice-présidents Maxime Prévot et Jean-Claude Marcourt.

Pour leur dire de freiner un peu... ?

Non, au contraire ! L'idée, c'est plutôt de se dire : prenons un moment à la mi-législature, en 2017, pour réfléchir aux grands chantiers qu'on peut se permettre de relancer. On pourrait même aller au delà de la DPR.

Quels grands chantiers ?

Il faut laisser un peu de pouvoir à l'imagination... Avec le Plan

Marshall, ce qu'on a réussi, c'est recréer de l'innovation dans des secteurs qui sont vraiment en pointe au niveau mondial. Et on voit que la croissance est beaucoup plus rapide là qu'ailleurs. Mais ce qu'on n'est pas encore parvenu à réaliser, c'est faire de notre tissu économique un vrai écosystème, comme en Flandre.

C'est-à-dire ?

Vous avez des secteurs de pointe comme l'aéronautique ou les biotechs qui progressent très vite mais les effets induits de leur richesse ne nous profitent pas.

Pourquoi ?

Parce que quand ils font appel à un bureau de consultance, c'est un bureau bruxellois. Le bureau d'ingénieurs sera flamand, le groupe financier luxembourgeois, le traiteur bruxellois ou français... Bref, l'industrie ne

pèse « que » 13 ou 14 % du PIB mais c'est une locomotive. C'est en ça qu'elle est extrêmement importante : les 13 % de PIB qu'elle produit vont générer énormément de richesses derrière, faire vivre des PME qui elles-mêmes vont faire vivre des services. Quand je dis « achetez wallon », c'est évidemment pour parler aux citoyens mais derrière c'est pour qu'on bénéficie des effets induits : « faites fabriquer vos produits en Wallonie ». Mais cet

effet de masse là, on ne l'a pas encore.

On n'a peut-être pas ce qu'il faut chez nous, si on va chercher ailleurs...

On n'a pas le réflexe aussi fort qu'en Flandre. Demandons-nous : est-ce que le produit existe en Wallonie ? Si non, est-ce que je peux créer la filière ? Les Flamands ont cette expression : « een gat in de markt ». Un trou

dans le marché. Un créneau pour créer la filière. C'est un réflexe

que le Wallon n'a pas encore. Du coup, c'est un peu comme si on lançait des graines en l'air : une moitié retombe sur votre territoire, l'autre sur le territoire voisin. Notamment en Flandre. C'est assez dingue comme paradoxe mais les chiffres sont là : quand on injecte 100 € en Wallonie, ça génère 36 € de retombées supplémentaires en Wallonie et 40 € en Flandre. Cet argent injecté engendre donc plus de valeurs secondaires en Flandre qu'en Wallonie.

Comment est-ce possible ?

On a un déficit commercial net de plus de 5 milliards par rapport à la Flandre. On achète donc chaque année 5 milliards de plus à la Flandre par rapport à ce qu'elle nous achète. C'est pour ça que je dis à Geert Bourgeois : arrête de te plaindre des transferts. Les transferts Nord-Sud se traduisent par un transfert Sud Nord en termes d'achats à la Flandre. C'est quelque chose d'intéressant en soi. Je dis aux entrepreneurs flamands : on ne va pas arrêter d'acheter vos produits mais venez les produire chez nous. On veut plus de Marc Coucke. C'est donc l'étape suivante après le Plan Marshall : faire en sorte que les retombées positives du Plan Marshall viennent surtout chez nous. Il nous a permis d'arrêter de creuser l'écart avec la Flandre. Maintenant, il faut réattirer des richesses chez nous. ■

« Quand on injecte 100 € en Wallonie, ça génère 36 € de valeurs secondaires en Wallonie et 40 € en Flandre »

ROUGE-ROMAINE**PS-cdH : c'est qui, le chef ?**

Le Premier wallon loue l'ambiance au sein de son gouvernement PS-cdH. « J'ai une très bonne relation avec tout le monde : je n'ai jamais travaillé dans une équipe aussi cordiale. Avec nos divergences, bien sûr. Mais la confiance réciproque est extraordinaire. Ça, c'est un acquis. Nos conflits, on les gère en interne. Le contraire, la bisbrouille, desservirait la Wallonie... »

L'opposition Écolo évoque un gouvernement « centriste-conservateur » où le cdH donne le « la ». Magnette lève les yeux au ciel : « Oui, et le MR dit que le cdH n'existe pas au sein de la majorité. Les franges de l'opposition se sont réparti les rôles, on dirait. Évidemment, le PS est majoritaire. Mais il y a un vrai respect mutuel et on sort toujours des conflits par le haut. » ■ **P.S.**

RÉGION VS FÉDÉRAL**« Show me the money, Bart ! »**

« On avance un seul cas où je suis allé agresser le gouvernement fédéral », répond Magnette quand on lui parle d'un gouvernement wallon « d'opposition » face au fédéral. « J'ai défendu les intérêts des Wallons : il y a eu l'erreur budgétaire du fédéral où on nous piquait 250 millions ; il y a eu le tax shift qui au final coûte 250 millions à la Région. Je peux quand même protester... Enfin, Charles Michel, dans le dossier climatique, qui dit que c'est la faute de la Wallonie. C'est toujours défensif ». Par con-

tre, il soutient l'idée d'une présidence belge de l'UE en 2017 : « C'est typiquement le genre d'événement qui aide à créer du lien. »

En attendant, une petite réaction face au « trou » de 2,4 milliards dans le budget fédéral ? « J'observe que le gouvernement fédéral plaide pour la plus grande rigueur. Aujourd'hui, il dérape à hauteur de 2,4 milliards ! Je me souviens d'un temps où Bart De Wever me disait "show me the money". Je pourrais lui retourner la remarque... » ■ **P.S.**

**DEUX ANS DE TRAVAIL :
LE BILAN EN CINQ AXES**

Paul Magnette trace le bilan de son gouvernement en cinq « paquets » de décisions.

1. LE BUDGET

« Le premier axe n'est pas le plus drôle mais il détermine tout le reste : c'est le budget. On a résorbé une partie du déficit budgétaire sans nouvelles taxes, sans casser la machine économique et sans toucher à la cohésion sociale. On a fait le choix de rejeter l'austérité. C'est en soi un acquis déjà extrêmement important. Et même le plus important. Très peu d'États et de Régions en Europe atteignent ce

difficile équilibre. »
« Et ça ne se voit peut-être pas à l'extérieur mais ça consomme beaucoup d'énergie : ça veut dire beaucoup de rencontres et de rapports de force avec le Fédéral et la Commission européenne. J'ai déjà vu un tiers des commissaires européens pour dire voilà pourquoi il faut mettre le Pacte de stabilité à la poubelle et avoir un vrai pacte de croissance européen. » ■ **P.S.**

2. LES GRANDS PLANS

« On ne fait pas des plans pour le plaisir. Sans ça, on gouverne au petit bonheur la chance. On a le Plan Marshall (2,9 milliards) : trois quarts des mesures entrées en vigueur en 2 ans, avec les partenaires sociaux ; il y a le plan Feder (2,5 milliards)

en soutien à l'innovation, à la rénovation urbaine ; le PWDR (Plan wallon de développement rural), soit 654 millions. Et le plan wallon de lutte contre la pauvreté. C'est le carré magique : croissance économique, développement rural et développement social. » ■

3. LA 6^E RÉFORME DE L'ÉTAT

« S'approprier la 6^e réforme de l'État, ça aussi ça prend beaucoup de temps. Il ressort le Pacte pour l'emploi, avec une simplification drastique des systèmes d'aide à l'emploi, pensé avec les partenaires sociaux. C'est le modèle mosan : on crée du consensus dans la société, avec la société, pas contre elle. La mise en place de tout le paquet AVIQ (Agence pour une vie de qualité), soit tout ce qui relève des politiques sociales et de santé, avec le financement des

hôpitaux, l'assurance autonomie... »

« Il y a toute la réforme du bon logement transformé en chèque habitat, plus juste, plus efficace. Et des dossiers comme le soutien des victimes aux calamités naturelles, plus rapide et plus efficace aussi. On ne se contente pas de gérer les politiques, on les réforme en profondeur. En Flandre, ils n'ont pas travaillé de la même façon. Chaque Région s'est approprié les compétences pour coller à sa réalité. » ■

4. LA SIMPLIFICATION

« Les aides au logement, à la rénovation, les aides à la recherche, les subsides pour les entreprises, c'était devenu relativement complexe. On a entrepris des réformes. Rien que pour le logement : Paul Furlan a réformé le paquet logement comme ça

n'avait jamais été fait. Avec Marcourt, on a vraiment tout un dispositif d'accompagnement des entreprises, depuis le petit jeune qui veut lancer son entreprise au patron qui veut l'agrandir, on a tout un dispositif d'accompagnement. Et d'une simplicité... » ■

5. LE TERRITOIRE

«**U**ne des grandes forces de la Wallonie, c'est son territoire. On a de l'espace, on est bien localisé et on a de très bonnes infrastructures. À nous d'en faire encore plus un atout. On a lancé la politique wallonne de la ville, pour accompagner les principales grandes villes C'est une nouvelle politique. On a désigné les dix nouveaux quartiers à construire. On a le plan Infrastructures avec 640 millions d'investissements sur l'ensemble du territoire. On finalise le CoDT et tout le volet développement rural avec plus de 600 millions. Parce qu'on n'oublie pas la campagne.» ■

Taxe kilométrique, photovoltaïque, CoDT... Si c'était à refaire, on refait tout pareil ?

Retour sur quelques dossiers houleux ou casse-pipe. La majorité s'y est-elle toujours bien prise ?

1. Office wallon des déchets «Le détournement de fonds, c'est un phénomène grave qu'il fallait dénoncer, mais c'est un fait isolé.» OK, mais où sont les réformes attendues ? «Ça viendra, on y travaille, on a demandé un audit externe qui doit être appliqué à l'ensemble de l'administration. Mais on n'y est pas encore.»

2. Photovoltaïque «Qu'a fait Paul Furlan sinon limiter la casse provoquée dans un dossier mal porté par son prédécesseur Écolo ? Le décret prévoyait qu'une révision des subsides était possible, selon le taux d'amortissement au fil

du temps. Entre les 100 000 personnes qui ont investi et les 3,4 millions qui paient les investissements des autres, il faut trouver le juste équi-

bre. C'est ce que fait Paul Furlan. Mais il n'est que l'héritier de ce dossier.»

3. Taxe kilométrique «Les difficultés sont principalement techniques. Je savais que ce serait un dossier difficile de la législature. Mais

globalement, ça n'a pas été mal géré. Ma hantise, c'était qu'on vive un phénomène "bonnet rouge". On a dialogué, sans mettre de l'huile sur le feu, sans jouer au matamore comme Manuel Valls. On a réglé tout ça par des contacts informels et aussi grâce aux gouverneurs.»

4. CoDT (Code du développement territorial) Ou l'impression d'un gros cafouillage. «On a opté pour un vrai débat en commission. C'est ma déception : on n'a pas l'impression que le MR ait joué le jeu». Et ce vote de la majorité en solo, à l'aube ? «Le vote à 4 h du matin sans les amendements, ce n'est pas la meilleure idée du monde. Mais voilà, c'est fait. Je ne jette pas la pierre à ceux qui y ont passé des centaines d'heures.» ■ **P.S.**